

MINUSMA HEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 106 • janvier 2018



PLUS DE 530 MILLIONS DE FCFA POUR AIDER LES VICTIMES DU CONFLIT À FAIRE VALOIR LEURS DROITS

50 000 BÉNÉFICIAIRES DE DEUX PROJETS DE 110 MILLIONS DE FCA FINANCÉS PAR LA MINUSMA DANS LA RÉGION TOMBOUCTOU

A DJENNÉ, L'INSÉCURITÉ ET LA VIOLENCE GRANDISSANTE PORTENT UNE ATTEINTE GRAVE AUX DROITS DE L'HOMME

LA MINUSMA AMÉLIORE LES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE DES JEUNES AVEUGLES ET MALVOYANTS À GAO

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE • ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • RÉFORMES DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD DE PAIX • ENSEMBLE RÉUSSIR LA PAIX

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 LA MINUSMA APPUIE LA COMMISSION VÉRITÉ JUSTICE ET RÉCONCILIATION DANS SON SOUTIEN AUX VICTIMES DU CONFLIT

5 50 000 BÉNÉFICIAIRES DE DEUX PROJETS DE 110 MILLIONS DE FCA FINANÇÉS PAR LA MINUSMA DANS LA RÉGION TOMBOUCTOU

8 A DJENNÉ, L'INSÉCURITÉ ET LA VIOLENCE GRANDISSANTE PORTENT UNE ATTEINTE GRAVE AUX DROITS DE L'HOMME

10 UNE CENTAINE D'ACTEURS NATIONAUX FORMÉS SUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET VIOLENCES LIÉS AUX ÉLECTIONS À TOMBOUCTOU

11 LA MINUSMA AMÉLIORE LES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE DES JEUNES AVEUGLES ET MALVOYANTS À GAO

12 BILAN DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES À KIDAL

14 LA MINUSMA PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES SUITE AU DÉCÈS DU PRÉSIDENT DU HAUT CONSEIL ISLAMIQUE DU CERCLE D'ANSONGO

15 A GAO, LES CASQUES BLEUS REDONNENT LE SOURIRE AUX ENFANTS DÉMUNIS DU CENTRE NIALI

16 BRÈVES



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

LA MINUSMA APPUIE LA COMMISSION VÉRITÉ JUSTICE ET RÉCONCILIATION DANS SON SOUTIEN AUX VICTIMES DU CONFLIT



La MINUSMA vient de mettre à la disposition de la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR), une enveloppe de plus de 672 millions de FCFA (soit un million de dollars US), pour financer ses activités. C'est au cours d'une cérémonie au siège de la CVJR à Bamako le 8 janvier 2018, que le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU M. Koen Davidse a procédé à la remise du Mémoire d'accord pour la première phase du projet, qui s'inscrit dans le cadre du Fonds fiduciaire des Nations Unies en Soutien à la paix et à la sécurité au Mali.

Le projet s'articule autour du renforcement des capacités techniques de la Commission, d'échange d'expérience, d'appui à l'accompagnement psychosocial des victimes, de la formation des médias sur le rôle de la CVJR ainsi que de la finalisation d'une stratégie de communication de la Commission.

M. Davidse s'est félicité du soutien de la MINUSMA à la CVJR, qui va renforcer le travail de la Commission en faveur des victimes et promouvoir le « droit des victimes à la vérité, à la justice, à la réparation et



aux garanties de non récurrence. » Les ressources allouées permettront d'appuyer plus de 10 000 victimes des violations et abus des droits de l'homme, dont 5 000 femmes et 50 enfants, et de les aider à « surmonter leurs douleurs et essuyer leurs larmes », car il servira notamment à faciliter la documentation des abus et violations des droits de l'homme et l'identification des victimes et auteurs de ces abus.

A la suite de la remise du Mémorandum d'accord, les

participants ont pu visiter la salle de base de données, où une vingtaine d'agents de saisie, « entrent tous les cas d'abus et de préjudices dans le système. » Il a rappelé que la base de données et le matériel informatique ont été obtenus grâce au soutien de la MINUSMA et du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et sert à la centralisation des dépositions faites sur toute l'étendue du territoire national.

Le Président de la CVJR M. Ousmane Oumarou Sidibé a remercié la MINUSMA à travers la Division des Droits de l'Homme et de la Protection et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour leur collaboration et soutien opérationnel. « Ce projet est particulièrement important pour la recherche de la vérité. Les audiences publiques auront bientôt lieu et joueront un rôle important dans la visibilité de la CVJR, en touchant du doigt les problèmes profonds », a-t-il ajouté.



50 000 BÉNÉFICIAIRES DE DEUX PROJETS DE 110 MILLIONS DE FCA FINANCÉS PAR LA MINUSMA DANS LA RÉGION TOMBOUCTOU



La MINUSMA a inauguré, les 05 et 06 janvier 2018, deux projets de Réduction de Violence Communautaire (RCV) au profit des populations de Goundam et Bourem Sidi Amar, cercle de Diré. Le premier concerne l'extension du réseau d'adduction d'eau potable de la ville de Goundam. Le second quant à lui est relatif à l'aménagement de 40 hectares pour la culture du blé, de l'oignon, de l'anis et du cumin. La section de la Réforme du Secteur de la Sécurité et du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réinsertion (RSS-DDR) de la MINUSMA les a financés à hauteur de plus de 110 Millions de FCFA. Cette action vise à réduire les tensions liées à l'accès à l'eau potable et contribuer au retour de la paix et de la sécurité. Au plan socio-économique, ces projets permettront également de relever les communautés bénéficiaires.

À Goundam, le projet d'extension du réseau d'adduction d'eau, financé à plus de 55 millions de francs CFA par la Mission onusienne au Mali, a permis de combler les attentes de 30 milles personnes. Les travaux confiés à l'ONG locale, CAID (Cellule d'Appui aux Initiatives de Développement) ont concerné d'une part, la réhabilitation du château à travers la fourniture d'une pompe de 50 kW ; l'installation d'une nouvelle cuve de 150 mètre cube métallique sur des supports de 12 m de hauteur en IPN de 110 ; la réhabilitation d'une partie du réseau et de son extension. D'autre part, le projet a aussi doté la ville de cinq nouvelles bornes fontaines installées dans les quartiers périphériques. « Les onze quartiers de Goundam ont suffisamment d'eau, grâce à ce projet. Cela contribuera à diminuer les corvées d'eau des femmes et filles, surtout celles scolarisées et, nous

permettra de vaquer aisément à nos activités, » s'est réjouie Bintou Walet Assika, habitante de Goundam.

APPUYER LE RETOUR DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ ET ASSURER LE RELÈVEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

L'ancienne adduction d'eau de Goundam date de 1992 et avait été conçue pour 12 milles personnes. Avec l'accroissement démographique des populations, le déplacement de certaines

de par la topographie de leurs habitations qui ne reçoivent l'eau qu'à partir de 3h00 du matin. En pleine journée des fois les coupures d'eau interviennent. Cela perturbe les activités de construction et génèrent généralement des mésententes entre l'employeur et l'employé. Avec cette réalisation qui complète les forages à trois, c'est un problème important qui se résout, » a souligné Talfi Ag Hamma, Président du Conseil de cercle de Goundam.

des bornes fontaines ce sont d'autres qui vont aussi bénéficier des emplois permanents pour la gestion de ces points d'eau, » a-t-il souligné.

À Bourem, Sidi Amar, ce sont 300 exploitants, dont 160 jeunes ex-combattants parmi lesquels 25 femmes, tous originaires des huit villages qui composent cette commune, qui ont bénéficié du projet d'aménagement d'un périmètre de 40 hectares, en s'adonnant à la culture du riz



communautés des communes voisines de Goundam vers cette ville, du fait de l'insécurité la demande en eau potable s'est accrue. Les puits sont à une profondeur pouvant atteindre 120 mètres de profondeur et les communautés peinent souvent à avoir l'eau de consommation. Le seul point d'eau potable disponible reste cette adduction d'eau défectueuse, dont l'utilisation crée souvent des tensions entre les populations. « Il y a des gens,

Le Président du Conseil Local des Jeunes de Goundam, Attaher Ag Mohamed Emaouloud, n'a pas manqué de rappeler les retombées dudit projet sur la jeunesse. « Pendant l'exécution de ces travaux ce sont plusieurs jeunes issus des ménages vulnérables, retournés, déplacés, qui ont bénéficié des emplois temporaires, pour lesquels ils ont été payés en espèces chaque jours pendant la durée des travaux. Avec l'installation

pendant la saison normale, du blé, de l'oignon et du cumin pendant la contre saison. « Aujourd'hui, exploitants et ex-combattants se retrouvent ensemble sur cette pleine pour les activités, en oubliant leurs différences. Tous ne pensent qu'à ce qui les uni, cela nous reconforte et nous rassure, » s'est réjouie une habitante de Bourem Sidi Amar.

La MINUSMA a également financé ce projet pour un montant de plus 55 millions de Francs CFA, confiée à l'ONG RADEL (Recherche, Action en Développement Local). Sa mise en œuvre a duré quatre mois. Les travaux ont concerné la réalisation d'un bassin de réception d'eau, la construction d'un canal principal et des canaux tertiaires, d'un ouvrage de franchissement (pont), un magasin de stockage, un bloc de deux latrines. Les bénéficiaires ont aussi reçu un lot important d'équipements adéquats et de semences, un groupe motopompe de quatre cylindres marque HATZ de 40 chevaux, 120 litres de gasoil, 12 tonnes d'engrais dont huit tonnes d'urée et quatre tonnes de DAP, de quatre tonnes et demi de semences, ainsi que la formation du comité de gestion en outil de gestion de des périmètres irrigués villageois (PIV).

En 2012, cette Commune, comme les autres localités du septentrion malien, a été durement affectée par le conflit armé du nord. Celui-ci a causé le déplacement de la plupart des populations vers l'intérieur et l'extérieur du pays. Un grand nombre des jeunes désœuvrés de ce village se sont fait enrôler par les différents groupes armés présents sur place. Avant la crise, ils s'occupaient de l'agriculture villageoise à travers l'accompagnement de leurs parents dans l'exploitation des PIV, sur lesquels ils cultivaient le riz pendant la saison normale, le blé, l'anus cumin et l'oignon pendant la contre saisons.

En effet, la coopérative agricole de Ganganibeeri, qui signifie la grande plaine, a mis 40 hectares de terres aménagées à la disposition des ex-combattants, afin de permettre leur réinsertion socio-économique et de contribuer au relèvement économique de la commune. « Cette action nous a permis de déposer les armes... À présent, avec ces activités nous sommes déterminés à contribuer au renforcement de la paix et de la confiance entre nos communautés, tout en contribuant au relèvement économique de notre localité. Malgré la faible pluviométrie de cette année, le rendement a été de six tonnes à l'hectare et la gabelle de riz est passée de 650 FCFA à 300 FCFA. Nous commençons la contre saison pour la culture du blé, de l'anus cumin et l'oignon, que nous commercialisons à travers les régions de Tombouctou, Mopti et Ségou. C'est une véritable source de revenus pour nos communautés, »

a expliqué Youssoufi Abdoulaye Maiga, ex-combattant et membre du comité de gestion.

Les projets de Réduction de Violence Communautaire (RVC), sont mis en œuvre dans toutes les régions du nord du Mali, avec l'appui technique et financier de la Section RSS-DDR MINUSMA, en partenariat avec des ONGs locales, internationales et des agences des Nations Unies. Au cours de l'exercice 2016-2017, 13 projets CVR ont été réalisés dans les régions de Tombouctou et de Taoudéni. « Ils sont réalisés pour soutenir le processus du cantonnement et du DDR, mais aussi pour contribuer à soulager la souffrance des communautés affectées par le conflit de façon impartiale, » a rappelé le Chef de Bureau par intérim, Mamane Sani Moussa.

Les deux cérémonies se sont déroulées, en présence des autorités locales, politiques et administratives, ainsi que des représentants des leaders des femmes et des jeunes de ces différentes localités, ainsi que des leaders des mouvements armés, aux côtés d'une délégation composée du Chef de Bureau par intérim, des représentants des Sections substantives RSS-DDR, Affaires Civiles, de la composante Police des Nations Unies (UNPOL) et de la Force.



A DJENNÉ, L'INSÉCURITÉ ET LA VIOLENCE GRANDISSANTE PORTENT UNE ATTEINTE GRAVE AUX DROITS DE L'HOMME



Le mardi 9 janvier 2018, la Division des Droits de l'Homme et de la Protection (DDHP) de la MINUSMA a mené une mission dans le cercle de Djenné, pour s'enquérir de la situation des droits de l'homme dans la région.

La délégation menée par le Directeur de la DDHP, M. Guillaume Ngefa, a rencontré les autorités locales dont le Préfet et le Président du Conseil du Cercle de Djenné, le Maire de la ville, le représentant du Commandant de la brigade de gendarmerie ainsi

que l'Imam de Djenné et autres chefs religieux et traditionnels.

Tous les acteurs rencontrés ont relevé la situation sécuritaire préoccupante qui règne, notamment avec la recrudescence des attaques terroristes actifs dans la région, des cas récents de flagellations ayant même été répertoriés dans certaines localités. Ces cas d'intimidation, de torture et d'autres formes de violence comportent des violations

directes des droits de l'homme et portent atteinte au droit à la sécurité de la population de Djenné et limitent leurs libertés fondamentales.

Durant cette visite, la jeunesse a été un interlocuteur privilégié pour les experts des droits de l'homme de la MINUSMA, en particulier pour les sensibiliser à la radicalisation et à l'extrémisme violent. En effet, les activités économiques de la région étant au ralenti depuis le début de la crise et la plupart des écoles

étant fermées, les jeunes de Djenné sont privés d'éducation mais aussi de sources de revenus. Même l'agriculture et l'élevage semblent des activités compromises. « Aujourd'hui nous avons peur de nous rendre dans les champs car nous y risquons notre vie, il n'y a pas de sécurité, » raconte un participant à la réunion à la Maison des Jeunes de Djenné. Le constat est qu'on assiste à un ralliement progressif de la jeunesse aux groupes terroristes, ainsi qu'à des mariages forcés des jeunes filles de la population locale.

Face à cette insécurité grandissante, le rétablissement de l'autorité de l'État et le redéploiement des forces de défense et de sécurité maliennes semblent la seule solution pour améliorer la situation des droits

de l'homme dans le cercle de Djenné. Par ailleurs, comme l'a souligné le Directeur de la DDHP de la MINUSMA, M. Guillaume Ngefa, « le respect des droits de l'homme dans le cadre de la conduite des opérations de contreterrorisme est crucial pour garantir le succès de telles opérations. » L'éducation aux droits de l'homme, des programmes de déradicalisation des jeunes, de réinsertion socio-économique et de reconversion professionnelle ont également été évoqués comme des outils pour ramener la paix de façon durable.

La MINUSMA compte bien soutenir la population de Djenné à retrouver sécurité et stabilité, à travers des projets à impact rapide ou QIPs, qui amélioreront rapidement le quotidien des

populations touchées par la crise, tout en contribuant à la stabilisation et au relèvement du pays.

Un autre aspect de cette mission de la DDHP était d'ailleurs de visiter le projet réhabilitation de la Maison des Jeunes de Djenné, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO. « Cette bâtisse était en ruine, inutilisable, abandonnée et les jeunes n'avaient aucun lieu de rencontre, d'échange. Aujourd'hui, la Maison des Jeunes a une programmation d'activités régulière et c'est à nouveau un lieu pour contribuer au développement de notre localité, à la construction de la paix et de la citoyenneté, » a déclaré le président du Conseil de la jeunesse du cercle de Djenné.



UNE CENTAINE D'ACTEURS NATIONAUX FORMÉS SUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS ET VIOLENCES LIÉS AUX ÉLECTIONS À TOMBOUCTOU



Les 19 et 20 décembre, l'Association malienne pour le relèvement du taux de participation aux élections (AMRTPE), en partenariat avec la MINUSMA, a organisé à Tombouctou un atelier sur « la prévention et la mitigation des conflits et violences liés aux élections » au profit d'une centaine de participants, parmi lesquels des représentants des partis politiques, des mouvements signataires de l'accord, d'organisations de femmes et de jeunes, ainsi que des membres du réseau de Communicateurs Traditionnels. L'atelier visait à promouvoir la tolérance politique, encourager le dialogue dans le processus électoral et renforcer les capacités des participants en matière de prévention des violences liées aux élections.

Présent lors de l'ouverture de l'atelier, le représentant du gouverneur de Tombouctou a indiqué que « la réussite de l'organisation d'élections apaisées implique l'engagement de tous, » en ajoutant que « la quiétude et la stabilité restent des défis à notre portée et les autorités administratives de la région ne ménageront aucun effort pour accompagner toute initiative qui contribuerait à développer ou à renforcer la conscience citoyenne. »

Durant deux jours, les participants ont été formés sur les méthodes de prévention et de gestion des conflits et violences liées aux élections, le mécanisme d'alerte précoce, le rôle du médiateur électoral et le modèle de médiation électoral. « Nous avons eu des échanges très enrichissants,

qui nous ont permis de déceler les violences pouvant survenir lors d'un processus électoral. A présent nous nous engageront pour la sensibilisation de nos communautés, afin de contribuer à la tenue prochaine des élections sans violence dans un climat apaisé » a déclaré Mme Gassamba Niamoye Alidji, représentante du cadre de concertation des femmes politiques de Tombouctou.

« Cette initiative permet une interaction directe entre les mouvements armés, les acteurs politiques et traditionnels sur une approche préventive conjointe des violences liées au processus électoral, une dynamique salutaire pour la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble, » a déclaré Mamane Sani Moussa, Chef de Bureau de la MINUSMA par intérim.

LA MINUSMA AMÉLIORE LES CONDITIONS D'APPRENTISSAGE DES JEUNES AVEUGLES ET MALVOYANTS À GAO



Le 26 décembre 2017, la MINUSMA a inauguré le projet à impact rapide intitulé « Réhabilitation des locaux de l'Institut des Jeunes Aveugles de Gao. » Une initiative du bureau régional de la Division des Droits de l'Homme et de la Protection de la MINUSMA. Les travaux ont coûté 29,4 millions de FCFA.

L'Institut des Jeunes Aveugles de Gao (IJA) accueille une cinquantaine d'apprenants dont la plupart viennent des cercles de Gao et des autres régions du nord. Grâce à la réhabilitation de son école, Alassane Yattara, élève malvoyant en quatrième année, peut désormais reprendre ses cours en braille. L'institut avait été endommagé pendant la crise de 2012 affectant la

qualité et régularité des cours. « Dès la reprise scolaire en 2014, les conditions d'apprentissage étaient devenues précaires. Il était difficile de trouver une chaise pour s'asseoir, » se rappelle Alassane. « Je me réjouis de cette assistance de la MINUSMA, car nous pouvons désormais suivre les cours dans de bonnes conditions » a-t-il ajouté.

Mme Maiga Leila Touré qui enseigne le braille depuis plus de 15 ans, est d'avis que la réhabilitation des locaux de l'IJA, « va véritablement améliorer les conditions d'apprentissage tout offrant un environnement plus adapté aux besoins des élèves aveugles et malvoyants. »

Concernant l'utilité du projet, le représentant du chef du Bureau de la MINUSMA à Gao, M. Issa Thioune, a expliqué « la MINUSMA veille à ce que l'éducation soit totalement intégrée pour éviter toutes formes de discrimination des personnes handicapées, qui ont le droit de recevoir une éducation comme tout citoyen de ce pays. »

L'Association Malienne pour la Promotion Sociale des Aveugles (AMPSA), à l'initiative de ce projet, est une organisation non gouvernementale créée en août 2004 pour promouvoir les droits des aveugles et des malvoyants au Mali.

BILAN DES 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES À KIDAL



Dans le cadre de la campagne de sensibilisation des « 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles », le bureau de la Division des Droits de l'Homme et de la Protection (DDHP) de la MINUSMA à Kidal, a organisé le 20 décembre 2017 une manifestation sur le thème « Ne laisser personne de côté: mettre fin à la violence à l'égard des femmes. » Plus de 300 femmes se sont déplacées pour assister à cet événement qui s'est déroulé à la Maison de la femme de Kidal.

Chaque année, la campagne des « 16 jours d'activisme » vise à sensibiliser chaque année le grand public sur les violences basées sur le genre, phénomène malheureusement récurrent dans des pays en situation de post-conflit tel que le Mali.

« Les victimes de violences sexuelles ont un grand

rôle à jouer dans cette lutte, car ce sont bien elles qui doivent dénoncer ces actes afin de permettre aux organes compétents de poursuivre les auteurs, » a souligné d'entrée M. Arnel Lahiriri Byamungu, Responsable de la DDHP du bureau régional de la MINUSMA à Kidal. « Ces actes répréhensibles, commis de manière systématique, aussi bien en période de paix qu'en temps de conflit, sont considérés comme des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre, et s'ils visent un groupe ethnique bien précis, on peut même parler de génocide, » ajoute M. Byamungu.

Participant à l'évènement, la Chargée des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA à Kidal, Mme Nancy Makulu Mutombo, a présenté un module sur « la justice et la lutte contre l'impunité et le recours à la justice traditionnelle.»



Etant donné le contexte spécifique de Kidal où les autorités judiciaires sont absentes depuis mai 2014, plusieurs cas de violences sexuelles continuent d'être présentés aux juges traditionnels (appelés cadis). Parmi les défis majeurs qui restent à relever, on compte l'accompagnement psycho-social des victimes de violences sexuelles ainsi que la résistance culturelle, qui fait que la plupart des viols commis sur des femmes et les filles restent impunis et leurs auteurs non traduits en justice.

Ceci reflète bien une situation qui révolte au plus haut point Mme Aminatou Walet Bibi, responsable politique et militante pour les droits de la femme. Elle a ainsi attiré l'attention des participants sur la nécessité de mettre fin à certains tabous. « Le viol constitue un sujet difficile, car les victimes, en plus du rejet par leurs proches, courent le risque de ne plus pouvoir se marier, » si jamais l'abus dont elles sont victimes est connu du public. Mme Bibi a ainsi exhorté la MINUSMA et les agences humanitaires à multiplier les campagnes de sensibilisation afin que les femmes soient mieux informées sur leurs droits et sachent les faire respecter.

LA MINUSMA PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES SUITE AU DÉCÈS DU PRÉSIDENT DU HAUT CONSEIL ISLAMIQUE DU CERCLE D'ANSONGO



Gao, 4 janvier 2018 - Le chef du Bureau régional de la MINUSMA par intérim à Gao, M. Issa Thioune, ainsi que des représentants des sections des Affaires Politiques, Affaires Civiles, de la Police Onusienne et de la Sécurité, se sont rendus au siège du Haut Conseil Islamique de Gao pour présenter leurs condoléances suite au décès par noyade du Professeur Abdramane Idrissa Maiga, président du Haut Conseil Islamique du Cercle d'Ansongo, le 1er janvier.

« Je viens pour présenter mes plus profondes et sincères condoléances en tant que représentant de la Mission des Nations Unies au Mali, mais aussi en tant que personne. Nous regrettons la perte tragique du président du Haut Conseil Islamique du Cercle d'Ansongo.

La MINUSMA, qui fait partie intégrante de la communauté de Gao depuis 2013, tient à transmettre ses plus sincères condoléances à tous les habitants de la région, » a dit M. Thioune après avoir remercié les chefs religieux de leur accueil dans un moment si douloureux.

Au nom de l'ensemble du personnel de la Mission, M. Thioune a également présenté ses vœux de bonheur, de paix et de cohésion pour toutes les communautés de la région, à l'occasion de la nouvelle année. Reconnaisant l'importance du rôle joué par les dirigeants religieux dans le processus de paix, il a ajouté : « Je sollicite votre accompagnement dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali, pour qu'ensemble, nous

puissions rendre aux populations maliennes un pays uni, sécurisé et stable. »

Le Président régional du Haut Conseil Islamique, Professeur Ousmane Salihou Maiga, a quant à lui remercié la MINUSMA pour ce geste et son message de solidarité, et a tenu à souligner : « Les attaques continues auprès des Casques bleus de la MINUSMA nous touchent profondément. Ces hommes perdent leur vie au nom de la paix pour notre pays. Au nom de la communauté de la région, je réitéré notre sincère reconnaissance envers la MINUSMA pour accompagner les autorités de Gao dans la restauration de l'autorité de l'Etat et pour agir pour une plus forte cohésion sociale entre nos communautés. »

A GAO, LES CASQUES BLEUS REDONNENT LE SOURIRE AUX ENFANTS DÉMUNIS DU CENTRE NIALI



Le contingent Allemand de la MINUSMA a procédé, ce mercredi 10 janvier 2018, à la remise de jouets et de fournitures scolaires aux enfants démunis du centre Niali de Gao.

C'était aux environs de 10 heures que les éléments du Colonel Johannes Derichs, commandant du contingent Allemand de la MINUSMA à Gao, sont arrivés au Centre Niali. Accueillis par les chants des 135 enfants du centre, les soldats de la paix avaient avec eux, trois grands cartons contenant des jouets et des fournitures scolaires.

« Nous sommes très impressionnés et très émus par ce don qui correspond aux

objectifs que nous nous sommes fixés. Parmi ceux-ci, le fait que ces enfants n'envient pas ceux dont les parents ont plus de moyens, » a précisé Mme Touré Coumba Hashimi Maiga, la responsable du Centre Niali.

Le Colonel Johannes DERICHS a tenu à donner un jouet à chaque enfant avant de remettre officiellement les fournitures scolaires à la promotrice du centre. « Nous avons fait ce don pour contribuer à une meilleure éducation des enfants. Les jouets et fournitures scolaires que nous avons apportés facilitent l'apprentissage des enfants à travers les jeux. Nous espérons que les enfants apprendront mieux avec ces outils, » a dit le

Colonel Johannes DERICHS.

Il y a deux ans, le Centre Niali de Gao avait été entièrement réhabilité à hauteur de 24 millions de FCFA à travers le projet à impact rapide (QIP) de la MINUSMA. Ce centre offre un programme éducatif aux enfants démunis en plus de la prise en charge socio-sanitaire. Ce geste des soldats de la paix vient donc à point nommé pour soutenir cette initiative à l'endroit des enfants démunis. « Les jouets et fournitures scolaires que le contingent Allemand nous a apportés vont considérablement contribuer à une meilleure éducation de ces enfants qui sont l'avenir, » a conclu Mme Touré, la responsable du Centre.

EN BREF

26 DÉCEMBRE

LES MAIRES DES RÉGIONS DU NORD DU MALI SOUTENUS PAR LA MINUSMA DANS LA RECONSTRUCTION ET LA RELANCE DES ACTIVITÉS DE LEURS COMMUNES.

A travers la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) du Mali, la Division des affaires civiles de la MINUSMA a remis aux différents maires des régions de Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka et Taoudénit, des kits de décentralisation, le 22 décembre dernier à l'occasion de la 14e édition de la journée nationale des communes du Mali. Cette action s'inscrit dans le cadre d'un projet à impact rapide ou QIPs de la MINUSMA géré par la Division des Affaires Civiles, d'un total de 28 millions francs CFA. Ce projet vise à reproduire et distribuer l'ensemble des textes légaux qui régissent la décentralisation aux maires des régions du nord de Mali.



Les kits sur la décentralisation sont des recueils très pratiques de documents légaux et réglementaires qui vont permettre aux maires de mieux gérer les questions administratives de leurs communes. En effet, de nombreuses mairies ont été affectées par la crise de 2012 dans le nord du pays, leur documentation ayant été détruite et leurs infrastructures endommagées.

Présent lors de la cérémonie de lancement, le président de l'Association des Municipalités du Mali, M. Boubacar Bah, a salué le courage et le dévouement des maires du Mali qui travaillent dans des conditions difficiles avant de rendre hommage à ceux assassinés dans l'exercice de leur fonction. M. Bah a pris l'engagement de défendre et de soutenir les intérêts des collectivités territoriales à tous les niveaux, afin de permettre aux élus locaux de jouer pleinement leur rôle dans la fourniture des services sociaux de base et surtout dans la cohésion sociale entre toutes les communautés.

Le ministre de la décentralisation et de la fiscalité locale, M. Alassane Ag Mohamed Moussa, a également rappelé le contexte difficile dans lequel travaillent les responsables des collectivités territoriales et a évoqué la question de transfert des ressources de l'Etat aux collectivités. Selon lui, 30% des recettes budgétaires de l'Etat seront transférées aux collectivités territoriales d'ici fin 2018 comme stipulé dans l'Accord pour la paix et la réconciliation.

Présidant le lancement de la rencontre, le chef de l'Etat, M. Ibrahim Boubacar Keita a mis l'accent sur le

27 DÉCEMBRE

UNE STRUCTURE D'ACCUEIL ET D'ORIENTATION POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE OUVRIRA BIENTÔT SES PORTES À TOMBOUCTOU

Le 26 décembre dernier, la Police des Nations Unies (UNPOL) et ONU Femmes ont officiellement lancé les travaux de construction et d'équipement d'un centre d'accueil et d'orientation des victimes de violences basées sur le genre, qui sera gérée par la Direction Régionale de la Police Nationale. Financé par la Mission onusienne pour un coût total de 20 millions de FCFA, ce projet ambitieux vise à lutter contre les violences faites aux femmes et aux filles et à améliorer la prise en charge des survivantes.

La cérémonie de lancement a eu lieu dans les locaux de la Direction Régionale de la police malienne

qui abriteront bientôt la structure d'accueil, en présence du sous-préfet d'Agla, des représentants du gouverneur de Tombouctou, du maire de la ville, des Forces Armées et de Sécurité maliennes et de la société civile, ainsi que du commandant régional de la police onusienne.

Ce projet d'une durée de trois mois va permettre la construction d'une salle d'attente, de deux bureaux, de sanitaires, ainsi que la fourniture de matériel bureautique pour équiper le centre d'accueil et d'orientation et recevoir les femmes qui ont subi des violences physiques et sexuelles dans de meilleures conditions.

En marge de la construction, UNPOL formera les officiers de police pour qu'ils puissent accueillir et guider les victimes et mener des enquêtes judiciaires dans le domaine des violences basées sur le genre et liées aux conflits armés.

«Il n'y a aucun centre d'accueil et d'orientation holistique pour les survivantes de violences basées sur le genre dans la région de Tombouctou et nous nous réjouissons de cette initiative qui va contribuer à la prise en charge et au bien-être de ces victimes,» a déclaré Mme Fafouma Albadia Ben Barka, Directrice régionale du ministère de la Promotion de la Famille, de la Femme et de l'Enfant.



28 DÉCEMBRE

Le mercredi 27 décembre, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, a rendu une visite de courtoisie à l'ancien président malien, M. Amadou Toumani Touré. Lors de cette visite, l'ex-président a réitéré son soutien à la MINUSMA dans le cadre de sa contribution et de ses efforts pour la restauration d'une paix globale et durable et à la mise en œuvre de l'accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali. L'ex-président malien Amadou Toumani Touré, en exil au Sénégal depuis le coup d'État de 2012, est rentré le 24 décembre dernier à Bamako.



2 JANVIER

Le mardi 2 janvier, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif a rendu une visite de courtoisie au nouveau Premier Ministre malien M. Soumeylou Boubèye Maïga à la Primature. Pendant la visite, le chef de la MINUSMA a exprimé au Premier Ministre ses félicitations les plus sincères et meilleurs vœux de succès dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités à la tête de Gouvernement de la République du Mali. M. Annadif a également présenté les priorités de la MINUSMA dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali. Un nouveau gouvernement a été nommé par décret présidentiel, dimanche 31 décembre 2017, au Mali suite à la désignation de Soumeylou Boubèye Maïga comme Premier Ministre.



08 JANVIER

Ce 8 Janvier 2018, le Général de Brigade Jean-Frédéric Sellier et Chef par intérim de la Composante Police (UNPOL) de la MINUSMA, a participé à un arbre de Noël organisé par la police onusienne au profit des enfants du village SOS de Sanankoroba, près de Bamako. Des représentants des sections Protection de l'enfant et VIH/Sida de la MINUSMA ont également pris part à cet évènement.



08 JANVIER

Le Commandant de la Force de la MINUSMA @ Gendeckonick poursuit sa tournée dans le nord du #Mali. Il était ce weekend à Gao, Ansongo et Gossi pour remercier et encourager les différentes unités de la force déployées sur le terrain et leur présenter ses vœux de succès et d'efficacité renouvelée pour la nouvelle année 2018.

« La situation sécuritaire est toujours tendue, imprévisible et difficile pour la Force mais on y fait face. Ma première priorité est de relever le niveau d'opérationnalité de la Force pour faire face à la menace en soutenant la population. Le but premier, est et restera la population. »

Le Commandant de la Force de la @UN_MINUSMA, le @Gendeckonick



11 JANVIER

Ce 11 janvier a eu lieu, au camp de la MINUSMA à Kidal, une cérémonie de décoration de 140 éléments de l'Unité de Police constituée béninoise (BENFPU). Ces médailles des Nations Unies ont été décernées à ces soldats de la paix, afin de saluer leur engagement, leur courage et leurs sacrifices au sein de la MINUSMA, au service de la paix au Mali.

Déployée à Kidal depuis le 10 Mars 2017, l'Unité des Forces de la Police béninoise (BENFPU) a accompagné le processus de paix par des patrouilles et des escortes, souvent effectuées dans des conditions très difficiles.





MINUSMA

Ensemble, réussir la paix

RETROUVEZ NOUS SUR :



<http://minusma.unmissions.org>



facebook.com/minusma



www.flickr.com/photos/minusma



twitter.com/UN_MINUSMA



www.youtube.com/minusma



https://www.instagram.com/un_minusma



MIKADO FM

Bamako 106.6 MHz

Gao 94.0 MHz

Kidal 94.0 MHz

Menaka 94.0 MHz

Mopti 91.8 MHz

Tessalit 94.0 MHz

Tombouctou 92.6 MHz

